

GAZODUC ALGÉRIE-ITALIE

Les révélations de Saipem

La société italienne d'énergie, Saipem, vient de publier les résultats de ses activités en 2011 en jetant un pavé dans la mare. Dans son bilan annuel, Saipem place dans ses perspectives de 2012, le projet Galsi (gazoduc reliant El Kala à la Sardaigne en Italie), dont le contrat est susceptible d'être arraché par la société.

Cette affirmation de Saipem met un terme à la spéculation qui a entouré l'éventualité d'abandon du projet en question et remet en cause le statut de cette société en Algérie, où elle est poursuivie en justice dans le cadre du procès de l'ancien P-dg de Sonatrach.

Dix ans d'hésitation

Galsi est l'appellation attribuée à la société algéro-italienne chargée de la mise en œuvre du projet du gazoduc qui devra relier El Kala (wilaya de Tarf) à Cagliari en Sardaigne, avec une capacité de 8 milliards de mètres cubes de gaz. Le projet Galsi, estimé à quelque 3 milliards de dollars, est susceptible de sécuriser les approvisionnements italiens en gaz naturel. Ce projet a aussi une histoire qui dure depuis plus d'une décennie avec toutes les controverses que l'on peut imaginer.

Créée le 29 janvier 2003 à Milan, en Italie, avec un niveau de participation de Sonatrach à hauteur de 36 %, la société Galsi doit réaliser le gazoduc stratégique sur une longueur de près de 900 km, dont 600 environ en offshore, et posé sur une profondeur allant jusqu'à 2 885 mètres entre l'Algérie et la Sardaigne. On dit qu'il serait le gazoduc le plus profond jamais réalisé à ce jour. Un défi majeur au plan de la technologie et de l'ingénierie.

Le protocole d'accord de ce projet a été signé en 2001, entre Sonatrach et des sociétés italiennes du secteur de l'énergie. Plus tard, la Région de Sardaigne fait son entrée dans l'actionnariat à travers ses filiales Sfrirs et Progemisa. Il aura fallu trois ans (2003-2006) pour la réalisation des études de faisabilité technico-économique et juridique et surtout celles relatives à l'impact environnemental — cher aux italiens —. Ce qui n'était qu'une simple idée à développer devient, au terme de ces études, un projet stratégique dans les relations énergétiques entre l'Algérie et l'Italie.

En décembre 2006, les actionnaires de Galsi procèdent à une augmentation de capital de 30 millions d'euros afin de permettre la promotion du projet. Chakib Khelil, alors ministre de l'Energie, place Mohamed Yousfi comme joker algérien dans la partie avec les partenaires italiens.

Ce cadre de Sonatrach fut directeur de la planification de la recherche et de l'organisation de 1996 à 2002 et conseiller du vice-président de Sonatrach pour les activités de développement entre 2003 et 2004. En 2005, il a été nommé directeur de la division Business Development de Sonatrach où il a dirigé des projets de développement majeurs liés à la nouvelle infrastructure de transport supervisant les projets Medgaz et Galsi. Aussitôt, Galsi a entamé la phase d'ingénierie de détail du projet FEED (Front End Engineering Design qui fournit les informations de base pour passer à la phase suivante : ingénierie de détail, achat de matériel, installation et construction) en plus des investigations sous-marines détaillées (DMS).



Chakib Khelil.

18 mois plus tard, soit le 7 novembre 2007, les sociétés Snam Rete Gas et Galsi signent un protocole d'accord (mémoire d'entente ou MOU) portant sur la réalisation du tronçon italien du gazoduc. Aux termes de cet accord, Snam Rete Gas devrait se charger de la réalisation et de l'exploitation du tronçon italien du gazoduc.

Trois jours plus tard, les Premiers ministres algérien et italien signent un accord bilatéral intergouvernemental afin de sanctionner et d'établir leurs engagements respectifs en vue de la réalisation du gazoduc Galsi.

En 2009, Galsi termine l'ingénierie de base et de détail du projet (FEED) et développe des études environnementales complémentaires.

A l'issue de cette phase, Sonatrach venait d'essuyer les revers de la gestion du couple Meziane-Feghouli. Affaibli, Chakib affichait un profil bas et évitait tout contact avec les partenaires italiens en raison notamment de l'implication de Saipem dans le scandale de Sonatrach.

Fraîchement installé à la tête de Sonatrach, Nouredine Cherouati effectue un recentrage des équilibres. Il défend à fond les intérêts de Sonatrach, mais manipule surtout, en fin stratège, les cartes pour les équilibres énergétiques en Italie. Les Russes ne manquaient pas d'afficher leur intérêt pour le marché italien et Gazprom projetait un passage de gazoduc sur le territoire de ce pays. En parallèle, Sarkozy promettait aux Corses une alimentation en gaz à partir du gazoduc Galsi. Du côté algérien, il fallait agir très rapidement et continuer à intéresser les partenaires afin de repousser la menace russe.

Au moment où les études n'étaient même pas réalisées à 100 %, les spéculations les plus folles animaient le sujet Galsi. Les contradictions fusaient de partout durant l'année 2010.

Cherouati tentait de rassurer tout le monde en affirmant que les études étaient en cours et que sans leurs conclusions, rien ne serait décidé. Ahmed Ouyahia avait, pour sa part, préparé une communication au Sénat. Mais, il n'a pas eu l'occasion de s'exprimer sur le sujet.

Pour sa part, le ministre de l'Energie, Youcef Yousfi, a toujours soigneusement évité le sujet, se contentant de généralités. Mais, étrangement, c'est le P-dg de Sonelgaz qui aura à exprimer sur la viabilité du projet. Lors du Conseil mondial de l'énergie, tenu à Oran en novembre dernier, Nouredine Bouterfa a laissé entendre que le projet Galsi sera développé au moment «où il sera économiquement viable».



«Si un projet n'est pas économiquement viable, il n'aura aucune chance d'être mis sur les rails. Mais le Galsi va voir le jour notamment avec ce qu'on vient d'entendre sur les besoins en gaz de l'Europe, c'est favorable pour le Galsi», a ajouté le patron de Sonelgaz.

Cette déclaration de Nouredine Bouterfa intervenait au moment où des informations rapportées par la presse internationale, faisaient état d'un éventuel retard ou carrément du gel du projet.

Depuis lors, aucune déclaration officielle n'a été enregistrée du côté algérien. D'où l'importance de cette révélation de Saipem qui a inclus Galsi dans la priorité de ses prévisions pour l'année 2012. Les Italiens semblent donc convaincus que la réalisation du gazoduc sera entamée cette année et qu'ils ont des chances de remporter le marché.

Saipem :
un sulfureux parcours

Avant le scandale qui a éclaboussé l'ex-P-dg de Sonatrach, Meziane, et ses enfants, Saipem mettait toujours au premier plan ses bonnes relations avec l'entreprise pétrolière algérienne, relations dont la genèse remonte à l'année 1968. Mais ces rapports allaient se détériorer en 2009 à cause du projet GK3 qui a énormément affecté l'image de Sonatrach et de son ancien ministre de tutelle. Considéré comme l'un des pipelines les plus chers au monde, GK3 a été évalué à près de 2 millions de dollars le kilomètre linéaire.

Et Sonatrach considère aujourd'hui que le préjudice causé par la gestion de Meziane est estimé à 25,262 milliards de dinars. En revanche, le PDG Zerguine et son ministre Youcef Yousfi évitent de situer toutes les responsabilités dans cette affaire. Lors des négociations sur le contrat de GK3, la partie algérienne a sol-



Youcef Yousfi.

licité une revue à la baisse des prix proposés par Saipem. Tout au long de ces négociations, le ministre de l'Energie était informé et la presse algérienne a même publié des documents qui prouvent que certaines décisions étaient prises par, directement et personnellement, Chakib Khelil. Saipem a quand même continué à réaliser ce projet, car il a été avancé comme argument l'intérêt stratégique du pays et que tout retard dans la réalisation du gazoduc GK3 allait compromettre certaines réalisations.

Ce projet, qui devra être mis en service en 2012 sur le tronçon Hassi R'Mel – Skikda – El Kala, est destiné à assurer l'approvisionnement de la centrale électrique de Koudiet Eddraouch et du nouveau train GNL de Skikda (GL2K). Du coup, Saipem a bénéficié d'une période probatoire tout en restant sous le coup d'une interdiction de passation de marchés publics en Algérie.

Dans son bilan de 2010, Saipem déclarait que l'Algérie représentait près de 5% du chiffre d'affaires du groupe et que ces chiffres allaient baisser en raison des scandales qui ont entaché la société. La sanction s'est faite sentir davantage quand les partenaires étrangers de Sonatrach ont décidé de black-lister Saipem.

De toute évidence, cette société est aujourd'hui presque assurée de remporter le marché de la réalisation du gazoduc reliant l'Algérie à l'Italie. Un expert tente d'expliquer la parade par le fait que le maître d'œuvre, Galsi, est installé à Milan et donc géré par les lois italiennes en matière de passation de marché.

En outre, ajoute-t-il, la part actuelle de Sonatrach dans la société est de l'ordre de 41,6%, donc minoritaire en cas de vote pour la sélection de l'entreprise qui devra réaliser le projet en question.

Salem Khater

Fiche technique du projet Galsi

- CAPACITE : 8 milliards de mètres cubes par an
- TRONCON Hassi R'mel - El Kala Longueur : 640 Km.
- TRONCON : El Kala - Cagliari SARDAIGNE
- LONGUEUR DU TRACE : 285 km
- PROFONDEUR MAXIMUM : 2824 m
- DIAMETRE DU TUBE : 26 pouces (66 cm)

TRONCON TERRESTRE EN SARDAIGNE

- LONGUEUR DU TRACE : 272 km
- TRONCON SARDAIGNE – TOSCANE
- LONGUEUR DU TRACE : 280 km
- PROFONDEUR MAXIMUM : 878 m